SUPPLEMENT A LA REVUE

"S O C I A L I S M E O U B A R B A R I E"

POUVOIR OUVRIER

Janvier 1960 - N°14 Prix: 0,20 NFr

SOMMAIRE

Le Progrès...

Bonne Année.

Tout continue.

"Le Front".

"Le Dernier Rivage"

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

- Un mot de la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.)
- La journée d'action laïque.
- Lettre d'une lectrice.
- Un geste "unitaire".

Le CERCLE D'ETUDES (page 8).

LE PROGRES.....

Quatre officiers français déclarent : "A l'Ecole d'entraînement de Philippeville, on nous expliquait qu'il y avait une torture humaine. Le capitaine L... nous a donné cinq points : 1) Il faut que la torture soit propre; 2) qu'elle ne se passe pas en présence de sadiques; 3) pas en présence de jeunes; 4) qu'elle soit faite par un officier ou quelqu'un de responsable; 5) qu'elle soit humaine, c'est-à-dire qu'elle cesse dès que le type a parlé, et surtout qu'elle ne laisse pas de traces. Moyennant quoi, vous aviez le droit à l'eau et à l'électricité".

"Un médecin militaire précise sur le plan physiologique ce que sont les réactions de l'interrogé".(1)

Quinze jours plus tard, le journal Le Monde publie des extraits et une analyse du rapport de la Commission Internationale de la Croix Rouge sur 86 camps et prisons visités en Algérie (2).

Première constatation qui découle du rapport : des centaines de milliers d'algériens sont enfermés dans des camps et des prisons. La Croix Rouge Internationale ne trouve rien à redire à cela. Enfermer des gens parce qu'ils refusent de vivre misé-

---

(1) Dans Témoignage Chrétien n°806,18/12/59, reproduit par Le Monde du 20/21 déc.59.

(2) Le Monde du 5/1/60. On peut demander ce numéro au journal : Le Monde, 5 rue des Italiens, Paris.

rablement comme par le passé, ou tout simplement parce qu'ils ne sont pas d'accord avec vous, ou encore parce qu'on les soupçonne de ne pas être d'accord - des "rebelles" en puissance - cela ne mérite aucun commentaire. Et on se félicite de ce que, apparemment, dans certains de ces camps et prisons, les gens sont seulement enfermés, sans plus. Car, dans les autres, il y a le reste : les passages à tabac, la torture systématique, les exécutions, la faim, le froid, la terreur.

Cela, la Commission de la Croix Rouge, malgré sa bonne volonté évidente à l'égard du Gouvernement français, n'a pas pu ne pas le constater. Elle n'a pas pu fermer les yeux devant les traces des mauvais traitements - les contusions, les plaies, les côtes cassées, les marques des électrodes sur les corps -, devant les chaînes et les carcans de bois; elle n'a pas pu s'empêcher de voir les blessés couchant à même le sol, sans paillasse ni couverture ("nous n'avons pas de crédits" ont répondu les fonctionnaires-bourreaux); n'a pas pu se boucher les oreilles pour ne pas entendre les récits épouvantables des torturés. Et même, au Camp du Casino d'Alger, elle a enregistré l'"explication" d'un haut gradé que voici :"Au sujet des sévices infligés en cours d'interrogatoire, le colonel de gendarmerie responsable nous explique que "la lutte contre le terrorisme rend indispensables certaines méthodes d'interrogatoires...". Il nous assure ... que ces méthodes ne sont appliquées que sous la responsabilité d'un officier".

Donc, à condition de n'être ni sadique ni trop jeune, tu prends un type, tu l'étouffes un petit peu sous l'eau, le suspends la tête en bas quelques heures, lui frappes fortement la plante des pieds, lui colles pour finir le courant électrique aux testicules. Bien entendu, tu fais tout cela sous la direction d'un officier licencié ès-tortures, avec un médecin pour suivre la réaction du patient. Eh bien, sais-tu ce que tu as fait ? Tu as fait de l'"exploitation opérationnelle", ni plus ni moins. C'est l'expression officielle, dans les camps, en Algérie (à Aïn-Skrouna, par exemple, 29 détenus étaient en "exploitation opérationnelle" au moment du passage de la Commission, qui, naturellement, n'a pas pu les voir). La torture est donc officielle. On l'enseigne, on la rationnalise, on lui a donné une appellation militaro-administrative. Toujours en Algérie.

En France, on ne sait rien. Tout au plus Mr. Debré concède-t-il qu'il y a quelques "abus", certaines "erreurs" regrettables. Par exemple : tu emmènes quinze prisonniers à "la corvée de bois", tu reviens sans prisonniers .... tu as commis une erreur.

La majorité de la presse se tait. La plupart des journaux n'ont même pas publié le rapport de la Croix Rouge. Certains se sont contentés de reproduire le communiqué fantastique de Mr.Debré :"Les conditions dans les camps s'améliorent en Algérie".

Les journaux savent ce qui se passe, le Gouvernement, De Gaulle, l'Armée encore mieux, et pour cause.

Les Français, le savent-ils ? Soyons francs : la grande majorité ne veut pas le savoir.

Quelle que soit l'issue de la guerre d'Algérie, le capitalisme français aura gagné cette bataille : il s'est assuré le silence complice de la population, y compris la majorité de la classe ouvrière.

Depuis cinq ans, un puissant pays industriel de 45 millions d'habitants essaie de briser la révolte de quelques millions de paysans algériens. Cinq cent mille soldats, munis des armes les plus modernes, cherchent à les étouffer. Parqués comme des animaux, chassés comme des bêtes, torturés, affamés, les algériens résistent.

Celà ne correspond pas, bien sûr, à l'image que la société française s'efforce de donner d'elle-même. En France même, la réalité sociale - le travail, la vie quotidienne - ne correspond pas non plus à l'image officielle. Mais, sauf quelques milliers d'algériens, personne n'y vit actuellement dans des camps, et la torture, si elle y est déjà pratiquée, n'a pas été officialisée. Il n'y a pas encore d'"exploitation opérationnelle" dans les rapports de police.

Certains voient là un signe du progrès. C'est parce qu'ici nous sommes arrivés à un certain stade de progrès, de civilisation. Et ce qui se passe en Algérie ne serait en somme qu'un "accident" malheureux, une triste période à ne pas mettre dans les futurs manuels scolaires.

Non. Ce n'est pas pour celà. C'est parce qu'ici personne ne se révolte, personne ne conteste ouvertement l'ordre social établi, tout le monde va sagement à l'usine, au chantier, au bureau donner son travail au patron. C'est parce qu'ici le capitalisme a ce qu'il veut : des gens qui rouspètent bien un peu de temps en temps, mais que, dans l'ensemble, on arrive à dominer par des moyens pacifiques. Et on parvient même à les distraire : de la Dauphine à l'accouchement de Brigitte Bardot, les moyens sont innombrables. La contrainte n'est pas apparente. La force s'exerce presque toujours de manière subtile. Par mille canaux, on te fait avaler les idées officielles, on t'amène à obéir et à être satisfait de ton obéissance.

En Algérie, cela n'est pas possible. Les algériens ne veulent plus de la vie que la bourgeoisie française leur avait imposée jusqu'ici. Ils n'en veulent plus et ils prennent les armes, seule façon réelle de ne plus vouloir. Alors, on revient au Moyen-Age, l'électricité en plus.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

BONNE ANNEE ....

C'est ce que l'on se souhaite chaque 31 décembre à minuit ou chaque 1 janvier au matin. Avec Bonne Santé, comme de juste, parce que chacun sait que la santé c'est ce qu'il y a de plus important.

Bonne année pour Monsieur l'actionnaire, c'est de bons dividendes, un marché ferme à la Bourse des valeurs et de bonnes cotations pour les pétroles du Sahara ou d'ailleurs.

Pour Monsieur le directeur, c'est des courbes de production qui montent, des rendements qui s'accroissent ...et des ouvriers et des employés bien dociles et bien contents de leur sort. Pour Monsieur l'ingénieur ou le chef d'atelier, ce sont des records de production battus et de bonnes primes de fin de mois ou de fin d'année. Pour Monsieur le chef de vente c'est des carnets de commandes bien remplis.

Dans l'Administration c'est une promotion de grade ou d'indice, des bonnes notes au tableau d'avancement.

Pour tous les gradés, importants ou modestes, c'est quelques chances d'avancement dans cette hiérarchie sociale dont on tente si péniblement de gravir les échelons.

La Bonne Année c'est aussi que les choses soient plus faciles cette année que la précédente, c'est gagner plus,pouvoir se payer plus. C'est l'appartement ou la voiture, voire les vacances à l'étranger.

C'est aussi le rêve et l'illusion.

Mais plus on descend dans l'échelle sociale plus cette illusion devient un rêve et plus ce rêve devient illusoire.

En bas de l'échelle, d'ailleurs, les valeurs se renversent. Bonne Année cela peut vouloir dire plus de travail que l'année dernière, quand ce n'est pas tout simplement "du travail". Cela veut dire aussi moins de peine et moins de tracas, voire moins de privations. Plus simplement, Bonne Année, c'est se souhaiter plus de ce que l'on n'a pas et moins de ce que l'on n'a que de trop. En plus, les quelques petites facilités et les petites libertés de l'existence : vivre sans compter sans arrêt ses sous, se payer une semaine de vacances supplémentaires sans pour cela se restreindre les autres onze mois de l'année, voire même manquer le boulot de temps en temps. En moins, c'est moins de discipline et de brimades au travail, moins de maladies, de criailleries des enfants et de tension à la maison. Moins de lessive aussi, moins de corrections de devoirs et de leçons supplémentaires pour le certificat ou le brevet du fils ou de la fille.

Mais tous ces voeux que l'on se prodigue généreusement du haut en bas de l'échelle sociale le Premier de l'An Nouveau sont-ils vraiment compatibles les uns avec les autres ? Les actions peuvent-elles monter les ventes s'accroître, la production faire des bonds en avant, les carnets de commandes s'alourdir, les rendements se multiplier, les primes pleuvoir, les échelons hiérarchiques se gravir au pas de course, alors que les ouvriers et les employés seront mieux payés, le travail plus facile, les logements plus spacieux, les vacances moins chères, les écoles communales meilleures, les machines à laver à la portée de tous et le biftek bon marché ?

C'est en tout cas ce que l'on veut nous faire croire, depuis le gouvernement jusqu'à "France-Soir", en passant par "Elle" et l'"Aurore" ou le "Parisien". C'est ce que nous rabâche la Radio et la Télé ... et aussi le Grand Charles qui pense que tout va bien pour les petits français du jour où tout a été bien pour lui.

Ce n'est plus le Jour de l'An, c'est le Père Noël.

On ne fait rien avec rien. La base de la vie sociale c'est le travail et plus particulièrement le travail industriel. On ne consomme rien d'autre que ce qui se produit. Or il y a des règles à la production. Pour faire de gros bénéfices il faut vendre cher et produire bon marché. Pour produire bon marché il faut que les producteurs travaillent beaucoup et ne coûtent pas cher. Pour qu'ils ne coûtent pas cher il faut qu'ils travaillent vite et longtemps. Il faut donc des heures supplémentaires et de la discipline. Pour que les ouvriers acceptent ces deux choses, ilfaut que les heures normales soient trop mal payées et qu'ils aient peur de perdre leur place.

Il y a plus : pour diriger et menacer les ouvriers il faut des gardes-chiourmes et des contre-maîtres. Pour stimuler ces derniers il faut des chefs d'atelier qui leurs promettent des primes .. sur le rendement des

autres. Pour encourager le chef d'atelier il faut un bon salaire. Pour contenter le Directeur il faut en plus du bon salaire des honneurs qui correspondent à sa place dans la hiérarchie sociale et des avantages qui marquent son rang. Pour contenter l'actionnaire, il faut de gros bénéfices.

Ainsi la chaîne recommence mais à l'envers. Les voeux de Bonne Année se répètent, dans les mêmes termes, mais ils n'ont ni le même sens ni la même signification. En fait, lorsqu'on dit aux uns "Bonne Année" on dit aux autres "Mauvaise Année". Mais chaque fois on croit que c'est la même chose.

Rien n'est plus faux ; voyons les choses en face : souhaitons "Mauvaise Année" aux patrons et "Bonne Année" aux travailleurs, car ce faisant nous aurons fait un pas en avant dans notre compréhension de classe exploitée.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

TOUT CONTINUE ....

La guerre d'Algérie n'est pas terminée, les derniers quarts d'heure sont passés il y a longtemps. Les fellagas ne sont pas anéantis, au contraire, leurs attentats sont en recrudescence, les embuscades aussi. Le quadrillage, les opérations Jumelles, rien n'y fait. Les combattants algériens tiennent bon. Ils ne veulent pas se rendre. La promesse d'avoir un bulletin de vote dans 5 ans n'a pas séduit les maquisards, car ce n'est pas pour le bulletin de vote qu'ils se battent. Ils se battent pour leur terre.

La promesse de l'industrialisation de l'Algérie ne les a pas séduit non plus, car dans les usines qui se construiront ils savent quelle place on leur réserve. C'est celle de balayeur ou d'OS tout au plus. Tout cela ne les a pas fait abandonner leur fusil et nous les comprenons, nous qui vivons dans un pays industriel et sommes comblés de toutes les faveurs que les capitalistes réservent aux travailleurs.

Les trémolos de voix du Général n'ont pas non plus ému ces combattants.

La pacification non plus n'a pas séduit ceux qu'on voulait pacifier, car la pacification, eux, ils la connaissent. Les mots ne leur font plus aucun effet, ils connaissent trop bien la réalité. Et la réalité nous mêmes, nous la percevons de temps en temps dans les journaux. On apprend ainsi que l'armée a institué une école de torture. On rationalise la torture comme la production, ça fait partie du relèvement de la France. On apprend aussi par les rapports de la Croix Rouge que les camps de concentration français n'ont rien à envier à ceux que les nazis avaient créés.

Non, les nord-africains préfèrent se battre et risquer leur vie que de vivre au ralenti, sous-alimentés, humiliés, battus, emprisonnés. Ils préfèrent tous la guerre.

Le gouvernement français continue, il n'invente rien, il se répète, depuis des années, mais il est tout puissant, rien ne s'oppose à sa volonté. A l'intérieur, tout va pour le mieux, les actions montent, le Trésor est prospère, l'industrie française ne s'est jamais aussi bien portée, les partis d'opposition ne s'opposent que par des paroles, les syndicats continuent leurs petites grèves par secteur ou par atelier, et les travailleurs en mettent un coup pour faire fonctionner le tout : la république de De Gaulle, la guerre d'Algérie, l'école des tortures, les camps de concentration et la bombe A.

Puisque personne ne proteste, pourquoi penser que tout cela s'arrêtera un jour ?

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

" LE FRONT "

Depuis plus de cinq ans que dure la guerre d'Algérie, personne ne s'était soucié de donner la parole aux Algériens, à ceux qui sont passés de la condition d'opprimés à la condition de combattants contre leurs oppresseurs, et se sont par là même d'ores et déjà libérés. On avait pu lire quelques reportages sur les maquis, quelques professions de foi de "personnalités" algériennes plus ou moins engagées, des récits de tortures ou de massacre; et surtout les Algériens qui se sont exprimés, ce sont les membres du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, qui discutent par radio avec De Gaulle, font des discours et des manoeuvres à l'ONU, donnent des conférences de presse. Tout ce qu'on connaissait sur les Algériens eux-mêmes, sur les paysans révolutionnaires d'Algérie, c'est qu'ils se battent contre l'armée française. Ce n'était pas assez, on s'en persuade en lisant "Le Front" de R.Davezies (1)

Ce livre est composé d'une série d'interviews recueillies et très fidèlement transcrites, semble-t-il, par un prêtre qui a interrogé des combattants et des réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc. Mises à part les quelques pages de conclusion, c'est véritablement la parole aux Algériens, et ne serait-ce que par ce parti de donner la parole aux gens eux-mêmes, sur leur propre vie, et à plus forte raison dans le cas présent, sur leur propre révolution, ce livre a déjà une valeur révolutionnaire.

Le Front montre ce que signifie concrètement la lutte algérienne pour ceux qui la mènent, et comment ceux-ci vont beaucoup plus loin que les proclamations du FLN et ses objectifs, au moins tels qu'il les a fait connaître Alors que les dirigeants du FLN mettent surtout l'accent sur l'indépendance, conçue essentiellement comme l'installation officielle du GPRA à Alger, les combattants du Front, eux, associent à l'indépendance la prise de possession de tout ce dont la colonisation les a frustrés. L'indépendance pour eux, ce n'est pas seulement la dignité d'appartenir à une communauté d'hommes reconnue; c'est aussi et peut-être surtout, l'acquisition de la terre (ds presque tous les récits du Front on trouve le rappel d'une dépossession par les colons ou par l'administration), l'accès à l'instruction et à toutes les richesses culturelles du monde moderne, telles que la technique ou la médecine, et d'une façon générale, la revendication de se gouverner eux-mêmes - avec, bien sûr, tout le vague que comporte cette expression, mais aussi toute sa vigueur quand les gens qui l'emploient luttent pour lui donner une réalité.

Mais ce que montre aussi le Front - et il est peut-être encore plus essentiel d'insister là-dessus, c'est comment, par la lutte elle-même, les Algériens se libèrent non seulement de l'oppression coloniale, mais de toutes sortes de liens sociaux du passé qui représentent aujourd'hui pour eux autant d'entraves. Ainsi, la famille patriarcale.

D'abord, il arrive que la guerre tranche d'elle-même la solidarité familiale. Il est assez fréquent, par exemple, que tel membre de la famille soit un caoued (mouchard) tandis que d'autres membres sont du côté des maquisards. La solidarité politique l'emporte sur la solidarité familiale. Dans d'autres cas, c'est physiquement que la guerre brise la famille. Le père est pris, torturé, fusillé, ou "emmené je sais pas où"...; les enfants s'enfuient, errent, rejoignent le maquis, pour venger leur père et parce que c'est leur seul refuge. Dès lors, ils vivent dans la communauté des combattants qui ne rappelle plus la famille que par les noms de frères et de soeurs qu'ils se donnent entre eux.

---

(1) Rob.Davezies : Le Front - Ed. de Minuit.

Mais même lorsque le cadre familial subsiste, il tend à éclater sous la pression de la vie militante. Elle détermine les rapports entre les gens de façon beaucoup plus impérative que les autres aspects de l'existence, qui, d'ailleurs, lui sont étroitement soumis. La communauté familiale se dissoud dans la communauté du peuple algérien en lutte.

L'aspect le plus spectaculaire de cet affranchissement des membres de la famille par rapport aux vieux liens patriarcaux, c'est l'affranchissement des femmes, qui en étaient certainement le plus victimes. Plusieurs jeunes filles prennent la parole dans Le Front.

L'une d'elles déclare :"c'est la force des tortures (subies par son père et d'autres) qui m'a poussée è me monter au djebel"; elle donne ainsi la mesure des forces qu'il fallait pour l'arracher à la maison et au village. Une autre :".. je suis montée au djebel. J'ai vu que cette vie était difficile, que cette vie était trop dure. Je me suis dit : qu'est-ce que cela peut faire ? Je reste". Et en effet, qu'avait-elle à perdre à rester au djebel ? une vie d'esclave domestique; et elle y gagnait non seulement de défendre "son droit" d'Algérienne, mais aussi de devenir membre à part entière d'une société qu'elle contribue à construire. De paysanne, celle-ci est devenue au maquis infirmière; et surtout, elle est devenue une "soeur" traitée d'égal à égale par les "frères"; la fraternité règne entre eux, une fraternité très puritaine même. Le "droit" de ces femmes devient le même que celui des hommes; leurs aspirations, les mêmes :"...devenir libres, étudier et comprendre, apprendre beaucoup de choses".

Quelle que soit la destinée future de la lutte des Algériens, ces hommes et ces femmes qui se sont affranchis de la vieille tutelle de la tradition familiale sur leur vie, auront accompli un pas essentiel vers leur affranchissement total. Ces transformations, sur lesquelles se seraient cassé les dents les administrateurs et les réformateurs les plus énergiques - à supposer d'ailleurs qu'ils les tentent - se sont accomplies en Algérie en quelques années à peine, parce que ce peuple a décidé de sortir de l'asservissement colonial et a pris son sort entre ses mains.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

"Le dernier rivage".

La propagande contre la guerre a toujours été une chose positive dans la société. Il y a eu des pacifistes qui ont payé de leur vie ce sentiment humanitaire. Aujourd'hui, le pacifisme se renforce d'un autre argument, c'est que la guerre moderne risque de dépasser la tuerie locale et de s'étendre à l'humanité entière. Aussi, trouve-t-on aujourd'hui beaucoup de monde pour condamner la guerre atomique qui pourrait détruire aussi bien les soldats que les civils.

Un cinéaste a voulu nous convaincre de ce dont tout le monde est convaincu : que la guerre moderne sera plus meutrière que les précédentes. Mais en voulant condamner la guerre, le metteur en scène du "Dernier Rivage" a été obligé de nous montrer les beautés de la paix et là il n'est pas très éloquent. La paix c'est le bonheur, et ce bonheur c'est la vie de tous les jours que nous vivons. Il se concrétise par des gens qui s'aiment, font des enfants, se réunissent dans des cocktails, font des régates et se saoulent pour être encore plus heureux. Ce bonheur est celui des bourgeois. Le cinéaste ne montre pas le bonheur des travailleurs dans les usines ou les bureaux. Il ne montre pas la joie qu'ont les ouvriers de de faire exploiter et de subir les lois de la bourgeoisie. Non, la société qu'il nous montre

est une société qu'un cinéaste peut fréquenter, une société d'officiers de marine et d'oisifs. Mais la description de leur bonheur n'est absolument pas convaincante. Elle n'est que l'étalage de leur ennui quotidien, agrémenté de quelques problèmes sentimentaux du niveau de la Bibliothèque Rose.

L'auteur a voulu cependant imaginer la fin du monde et la réaction de l'humanité devant cela, et voici ce qu'il en ressort. Les individus sont si aliénés par la vie qu'ils ont l'habitude de mener que, devant l'approche de la mort certaine, ils n'ont plus aucune réaction, si ce n'est celle de continuer à mener la même vie. L'instinct de conservation ne joue plus, ils attendent sans essayer d'imaginer quoi que ce soit pour tenter d'éviter cette mort. Ce manque d'instinct de conservation chez les individus se double d'un conservatisme social absolument extraordinaire, car la seule chose que les gens qui vont mourir veulent conserver ce sont les traditions, la morale et la discipline de la société. Cette société est si parfaite que les gens, même sachant qu'ils vont mourir, n'ont pas envie d'enfreindre ses lois. Le bidasse continue à se mettre au garde-à-vous devant son officier, la secrétaire est toujours aux petits soins pour son patron; enfin, on ne le dit pas, mais on suppose que les travailleurs continuent d'aller travailler jusqu'au dernier jour.

Les seules réactions qu'ont les gens avant de mourir c'est tout d'abord de revendiquer de mourir en famille et dans leur patrie. L'esprit patriotique est la dernière réaction de cette humanité. L'autre réaction c'est d'aller faire la queue pour obtenir des pilules qui feront mourir plus vite.

Quand on a vu ce film on se demande, si les gens ont une telle mentalité, comment ils pourront protester contre la guerre ou contre quoi que ce soit. Les gens qu'on nous montre ne protesteront jamais: ils sont trop respectueux de tout ce que leur gouvernement fait pour eux.

-:-:-:-:-:-:-:-

CERCLE D'ETUDES organisé par "Socialisme ou Barbarie"

le 29 janvier : Identité de la vie sociale réelle à l'Est et à l'Ouest.

à LA MUTUALITE salle X - 20h.45 - métro : Maubert-Mutualité.

Des abonnés de "Pouvoir Ouvrier"
à NIMES BELFORT CAEN DENAIN GRENOBLE LE MANS MONTPELLIER AMIENS & LYON

demandent à entrer en contact avec les lecteurs de leur région.

Ecrire à "Socialisme ou Barbarie", 42 rue René Boulanger, Paris X°
qui transmettra.

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

UN MOT DE LA F.E.N. (Fédération de l'Education Nationale)

Dans une petite ville de France, ont eu lieu, à peu d'intervalle, deux réunions syndicales : une réunion de la F.E.N(qui groupe les divers syndicats d'enseignants, instituteurs ou professeurs) et une réunion du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (SNES) (qui fait partie de la FEN mais ne comprend que les professeurs des lycées et collèges non techniques) Le torchon brûle entre le SNI (syndicat des instituteurs) et le SNES à propos de ce qu'on appelle le "tronc commun".

Pour démocratiser l'enseignement, il existe un projet (soutenu par le SNI) : il consiste à mettre tous les enfants entre 6 et 14 ans à la même école, où on pourrait juger de leur capacité à continuer leurs études, soit dans le secteur classique (avec latin), soit dans le secteur moderne, soit dans le secteur technique. Au lieu de cela, actuellement, les enfants sont séparés dès l'âge de 11 ans, âge auquel les uns entrent au lycée, alors que les autres continuent à suivre les cours de l'école primaire jusqu'au certificat d'études, pour aller ensuite au Cours Complémentaire ou Collège Technique lorsqu'ils peuvent poursuivre leurs études. D'autres entrent au lycée tout petits au jardin d'enfants et ne mettent jamais les pieds à l'école communale, à l'école du 1er degré. Inutile de préciser que cette séparation ne se fait pas au hasard. En gros, les fils de prolos vont à la primaire puis au C.C. ou au Technique, tandis que les fils de bourgeois vont au lycée de 6 à 20 ans. Rien d'étonnant, après cela que les professeurs du SNES défendent leur clientèle et trouvent scandaleux qu'on envisage d'étendre le bénéfice des études classiques, en particulier du latin, aux élèves du 1er degré, dans les C.C.

Le projet de tronc commun a été défendu à la réunion de la FEN par un instituteur. Les professeurs ont contré; mais cela s'est fait en douceur, hypocritement, car n'est-ce pas, il est vu, dans un syndicat dit "de gauche" et anti-gaulliste, de se reconnaître franchement bourgeois. Aussi ont-ils insisté avec des trémolos dans la voix sur la nécessité de laisser les familles libres du choix des études de leurs enfants (comme si les familles de travailleurs étaient "libres" de faire poursuivre à leurs enfants des études longues et coûteuses, à l'aide de bourses dérisoires), sur la difficulté d'orienter les élèves (alors que la fortune les oriente sans tenir compte de leurs capacités), sur le danger qu'il y a à bouleverser les structures de l'enseignement. Autant de faux arguments et d'intérêts mal dissimulés. Car à la réunion du SNES, qui a suivi de peu celle de la FEN à cette réunion où ces messieurs étaient entre eux, en l'absence des instituteurs, ils ont montré leur vrai visage. Ils ont laissé apparaître leur option de classe. Ils ont parlé de défense de la catégorie, de revendication catégorielle. Quel argument ont donc trouvé ces Messieurs pour se différencier des instituteurs? Un argument massue "Les instituteurs sont moins instruits que nous (qui avons licences et agrégations), ils sont donc de moins bons enseignants. Et si l'on fait le tronc commun, il y aura dans les classes de 11 à 14 ans, un personnel composé d'instituteurs (simples bacheliers) et de professeurs (licenciés et agrégés). Devenant nos collègues, dans le tronc commun les instituteurs finiront bien par gagner autant que nous en vertu du fameux principe "à travail égal, salaire égal". Et voilà l'entourloupette.

Sous des motifs très nobles, la valeur intellectuelle, la culture très respectable d'un agrégé, se cache une question de gros sous. Ne vous faites pas de soucis, Messieurs, l'Etat ne paiera pas tous ses fonctionnaires le même prix. Privé ou étatique, le capitalisme a trop d'intérêt à diviser la masse de ses travailleurs, manuels ou intellectuels. Il ne renoncera pas de sitôt aux indemnités différentielles, aux traitements catégoriels. Mais ce n'est pas aux travailleurs de soutenir ces revendications-là. Leur intérêt est bien au contraire dans l'union contre les moyens de division du capitalisme.

Ainsi donc, le principe égalitaire vous déplaît. Ainsi donc, il es normal il est plus juste qu'un agrégé travaille moins et gagne plus qu'un licencié ou qu'un instituteur. La belle justice! La belle "gauche" ! Le projet de tronc commun instituerait une égalité plus grande entre élèves et entre enseignants. Ainsi serait écrasée la sacro-sainte hiérarchie soutenue par tous les syndicats, par tous les bureaucrates politiques et syndicaux: qu'ils soient mollettistes (FO) réformistes (SNI-SNES) ou stalinions (CGT). La réunion s'est d'ailleurs terminée par des réflexions caractéristiques :

-"Les dirigeants du SNES ne nous défendent pas assez contre le SNI. Pourquoi toujours voter pour eux ? Puisqu'après tout, il y a trois tendances au SNES - Si les majoritaires (je traduis = les réformistes) nous défendent mal, il n'y a qu'à voter pour les anciens pégétistes!"

Evidemment, on n'a pas parlé de voter pour la troisième tendance (l'Ecole Emancipée) : elle est contre la hiérarchie!

Il est amusant d'entendre des professeurs parler de confier le soin de défendre leurs traitements privilégiés à des militants ayant appartenu à la CGT. Je livre cette remarque à la réflexion des travailleurs encore bernés par les "communistes".

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA JOURNEE D'ACTION LAIQUE

Le 22 décembre a eu lieu la Journée Nationale d'action laïque. Cela consistait pour les instituteurs, à "célébrer dans leurs classes l'école laïque et l'idéal qu'elle incarne". Toutes les précautions avaient été prises pour que notre action reste dans le "cadre des instructions officielles". Le matériel nous avait été fourni : il fallait commenter un passage de la lettre de Jules Ferry aux instituteurs. Inquiète malgré la modération et le caractère général de cette lettre, la Direction de l'Enseignement nous faisait, le matin même, parvenir une note nous recommandant de respecter scrupuleusement la neutralité. Du coup, la lettre de Jules Ferry semblait déjà trop révolutionnaire à certains.

Le passage généralement choisi a été : "Que votre enseignement soit tel que pas un père de famille, pas un seul, ne puisse désapprouver ce que vous dites". Quel sens peut-on donner à une telle phrase si ce n'est : en dehors du calcul et de la grammaire, ne leur apprenez rien d'autre?

J'ai donc commencé par expliquer aux enfants les raisons de cette leçon inhabituelle, ce qui les a vivement intéressés : enfin! on parlait de quelque chose qui était en train de se passer, qui les concernait, où ils jouaient un rôle. J'ai présenté les partis opposés, les arguments des uns et des autres et je leur ai appris par la même occasion qu'ils se trouvaient à l'école laïque, ce que beaucoup d'entre eux ignoraient. J'ai dû également expliquer ce que c'était que les libres penseurs et les athées, personne ne connaissait l'existence de cette sorte de gens.

Alla fin, ils m'ont posé deux questions :

1)-Qu'y aura-t-il de changé pour la prochaine rentrée ?
- Vous pourrez aller sans doute à l'école libre sans payer.

2) - Pourquoi est-ce mal que l'école libre devienne gratuite comme l'école laïque ?
- Vous voyez bien que notre école n'est pas riche : il n'y a pas assez de classes, pas assez de maîtres, les cours de récréation sont minuscules, vous n'avez pas de terrain de sport, etc.. il manque des tas de choses. Eh bien l'argent que le gouvernement va donner aux écoles libres, il ne le donnera pas à l'école laïque. Or, l'école laïque, tout le monde peut y venir. Vous y rencontrez des camarades catholiques, protestants, musulmans, athées, etc. et le maître n'a pas le droit de faire de la propagande pour une religion. Il vous apprend les choses qui existent, et c'est vous-mêmes, plus tard, qui choisirez ce que vous voulez croire. A l'école libre le maître a une religion, il vous apprend surtout ce qu'affirme cette religion, vous n'y rencontrez pas de camarades qui aient des idées différentes et on ne vous apprend pas ce qui est contraire à cette religion. Ce n'est pas vous qui choisissez, on a choisi pour vous.

Après un court silence, dont je n'ai pas l'habitude, j'entends plusieurs exclamations : moi, je resterai dans cette école là!

A la cantine, j'apprends qu'une partie de mes collègues n'a rien dit, que les autres ont fait un laïus historique sur l'Eglise et l'Etat, mais se sont bien gardés de parler du débat actuel. Quand je leur raconte ce qui s'est passé dans ma classe, tous, sans exeeption, déclarent : "Vous n'avez pas respecté la laïcité! vous avez pris parti contre l'école libre; or, être laïque, c'est être neutre". Je leur réponds que "neutre" ne veut rien dire, surtout quand on est attaqué. Se rendent-ils compte que les curés, qui attendent déjà les enfants le soir, au coin de la rue, pour les emmener au catéchisme, vont dès maintenant distribuer des tracts, aller voir les familles, commencer à faire de la propagande pour l'école religieuse?Et nous sous prétexte de neutralité, nous n'aurions pas le droit de dire ce que c'est que ces écoles ? Ce n'est pas de la neutralité, c'est de la complicité!

Cette journée du 28 décembre est une illustration de la confusion qui entoure le mot laïcité. Pourtant l'offensive contre la laïcité fait partie de l'offensive contre la classe ouvrière. La bourgeoisie, inquiète devant l'effondrement des valeurs morales qui lui servaient de base, ne serait pas fâchée de voir l'Eglise redonner au "peuple" un peu de moralité : sens de la hiérarchie, résignation, soumission et respect envers les autorités civiles et religieuses. L'opium religieux lui semble de plus en plus nécessaire et elle n'est plus anticléricale, au contraire. L'école privée religieuse remplirait très bien cette fonction : les livres y sont expurgés, la morale et la discipline marquent tellement les enfants qu'on reconnaît souvent à son attitude neutre et fermée, un enfant sortant d'une école religieuse. Il suffit d'ailleurs de comparer l'école en France et en Espagne pour être convaincu des avantages du système laïque. Mais avantages pour qui ? Pas pour la bourgeoisie, bien sûr. Or, à qui s'adressent les arguments du "Comité d'Action Laïque"? A la bourgeoisie "libérale"! Il crie à l'illégalité, s'oppose non à l'Eglise mais à la "ségrégation scolaire", déclare la liberté de conscience en danger! autant de grands mots qui n'ont aucun sens pour les travailleurs.

Pour que ceux qui sont concernés par l'enjeu de cette lutte, les travailleurs, s'y intéressent, il faudrait poser ouvertement le vrai problème au lieu de le camoufler: nous sommes contre l'école privée et religieuse

parce que l'enseignement qu'on y donne est une arme supplémentaire pour la bourgeoisie. Au sein de l'école laïque elle-même, nous dénonçons l'orientation conservatrice que lui donne l'Etat, et nous luttons effectivement là aussi, pour que l'enseignement puisse servir aux travailleurs pour se défendre.

Mais à la lumière de ce qui s'est passé le 22 décembre dans les écoles, nous voyons que le Comité d'Action Laïque et les instituteurs sont encore loin de poser le vrai problème.

-:-:-:-:-:-:-:-

Lettre d'une lectrice de Toulouse :

" Réponse à PO N°13 sur l'article : Les femmes devant la politique.

Il est exact que les femmes ont peur de la politique, qu'elles s'y sentent mal à l'aise mais c'est également vrai pour une grande majorité d'hommes.

Puisque la politique est la réalité quotidienne, les femmes en ont davantage conscience. L'injustice de certaines situations leur apparaît davantage sans pour cela apporter la moindre solution ni même essayer de démêler les affaires.

Où je travaille le mot politique fait taire tout le monde;par contre, parler de la vie chère et du manque de loyers à des prix abordables et aussitôt tout le monde retrouve l'usage de la parole, hommes comme femmes."

-:-:-:-:-:-:-:-

UN GESTE UNITAIRE

Il existe 4 syndicats des Centres Publics d'Apprentissage : FO, CGT, Autonome, CFTC. Chacun joue son rôle à sa manière, devant l'administration, mais sans oublier jamais de critiquer ses rivaux : l'essentiel de leur presse est souvent consacré à démontrer que par "ses trahisons", "ses méthodes totalitaires", "son double-jeu" ou "son opportunisme", tel syndicat rival ne fait que le malheur de la corporation.

Jusqu'ici, lors des élections aux Commissions Académiques,paritaires (compétentes pour l'avancement du personnel) chaque syndiqué avait le choix entre 4 listes (une par syndicat) et chaque élection était le champ clos des luttes stériles que se livraient les concurrents.

Mais voilà que cette année, l'Académie de Caen (il y en a peut-être d'autres!) innove ! :

Les "dirigeants" des 4 syndicats se sont réunis et se sont "partagés à l'avance les sièges suivant des modalités (on devrait sans doute dire des marchandages!) que le militant n'a pas à connaître mais qui le placent devant la situation suivante :

Il n'y a qu'un seul bulletin de vote par catégorie : c'est dire qu'il ne lui reste plus qu'à approuver ou à voter "blanc"; la marge d'approbation est du reste inexistante puisque le "Protocole d'Accord"

qui accompagne le bulletin de vote stipule que l'on doit voter la liste entière sans rayer aucun nom et sans changer l'ordre car (menace!) au cas où le dépouillement ferait apparaître un changement quelconque, il y aurait démission collective des membres de la commission.

Que penser d'un tel système d'élections ?

Il est sans doute préférable à l'ancien :

- car les syndicats apparaissent (apparaissent seulement) moins divisés devant l'administration;

- car il évite les campagnes partisanes, voire injurieuses ou calomnieuses qui précédaient habituellement ces consultations;

- car il évite des frais inutiles de "propagande";

- car il ne diminue en rien l'importance du rôle que peuvent jouer demain ces commissions.

Mais si l'on réfléchit un peu, on ne peut manquer de voir dans ce procédé celui de l'institution de la liste unique bien connu dans les "régimes forts", celui qui tourne le dos à la démocratie réelle. La conséquence la plus inévitable sera le désintéressement des syndiqués qui sentent bien que leur vote n'est qu'une formalité (presque désobligeante) ne leur laissant aucune action véritable sur l'orientation et la pratique syndicales. Cette unité de façade ne les passionne pas car ils savent bien sa fragilité et surtout son impuissance! Il est à remarquer que c'est devant ce désintéressement que les leaders syndicaux diront en parlant de "leurs troupes" "qu'ils se foutent de tout", "qu'ils ne sont pas combattifs", etc. mélangeant à plaisir les causes et les conséquences!

D'autre part, un tel accord "unitaire" arrêté, discuté et voulu par une dizaine de responsables(?) ne durera que ce que voudra qu'il dure l'un quelconque de ses promoteurs: cette "unité de sommet" est donc à la merci de quelques types, de leurs intérêts, de leurs tactiques, de leurs ambitio

Enfin, de telles pratiques augmentent encore le fossé qui existe entre les "chefs", les "dirigeants de la classe ouvrière" omnipotents et la masse. Elles accroissent l'importance morale des appareils bureaucratiques en habituant les syndiqués au fait qu'il doit y avoir des leaders, des chefs syndicaux, comme il y a des chefs d'ateliers et de bureau.

L'individu, en s'habituant à de telles pratiques acquiert alors la conscience de plus en plus nette que son sort ne lui appartient pas mais qu'il est entre les mains des syndicats et des patrons seuls habilités à discuter de son travail, de ses revendications, de son avenir enfin!

Alors, pour l'instant du moins, il a tendance à abdiquer, à tout accepter car il ne voit pas la possibilité d'en sortir. Il faut espérer que la nouvelle génération n'aura pas ce réflexe d'abandon et qu'elle essaiera, pour résoudre ses problèmes, de prendre en main son propre destin.

Notre rôle est de l'y aider.

SERGE.